

## Réunion Débat dans le cadre du grand débat

Mercredi 27 février 2019

Espace Dewailly – AMIENS

Réunion présidée par Pascal FRADCOURT, Président du Mouvement Radical Somme et Olivier JARDE, Président de Les Centristes Somme et animée par Dany-Laure LAVILLETTE, secrétaire générale départementale du Mouvement Radical Somme.

Thème choisi : **Fiscalité et proximité des services publics**

62 participants

41 contributions écrites remises pendant le débat.

### Méthode d'animation :

Exposé de données relatives à la fiscalité, au budget et à l'endettement de la France.

Zoom sur la répartition actuelle du budget

Enoncé de questions auxquelles il est proposé au public de répondre.

Recueil des propositions du public et inscription sur un paper board (49 propositions énoncées par les participants et débattues)

Distribution de post-it au public et proposition de choisir 3 propositions parmi les 49, de les noter sur un post-it et de le remettre à l'animateur.

Quotation des propositions et distinction des propositions ayant reçu le plus de votes.

(Certaines propositions n'ont reçu aucun vote. La proposition la plus reprise en a reçu 13).

41 participants sur 62 ont participé au vote par écrit (66 %).

4 propositions ont été ajoutées par écrit.

### Support d'animation :

## – Réunion publique Amiens –

Mercredi 27 février 2019

**Fiscalité et proximité des services publics**

**Transition écologique**



Les CENTRISTES

Le grand  
**débat national**

## – Réunion publique Amiens –

**Pascal FRADCOURT**

Président du Mouvement Radical de la Somme

**Olivier JARDE**

Président des Centristes de la Somme



Les CENTRISTES

Le grand  
**débat national**



### **Développer l'éducation (25)**

Dépenser plus dans l'éducation en développant le lien avec les entreprises et le marché du travail (8). Développer l'éducation par l'alternance en lien avec les entreprises (2). Développer l'éducation et la culture (6). Améliorer l'inclusion du handicap à l'école (3). Investir dans la Recherche (5). Augmenter les budgets des grandes écoles (1).

Les participants sont revenus régulièrement sur la nécessité de traiter les problèmes de notre société et de la planète, à la source en développant les intelligences et les nouvelles voies technologiques. Plutôt que de creuser la dette en finançant artificiellement des moyens de palier aux difficultés actuelles et au réchauffement climatique, les participants proposent de miser sur les futurs cerveaux des français. L'éducation, l'instruction et la recherche sont la clé d'un avenir durable. Ils souhaitent que la différence soit intégrée et que les jeunes handicapés ou différents trouvent leur place dans le système.

**Modifier la CSG (16** dont 7 qui souhaitent que tout le monde la paie y compris les parlementaires, 5 qui souhaitent qu'elle soit supprimée sur les 2000 premiers euros, 2 qui souhaitent que les sommes versées au titre de la CSG soient déduites de l'assiette de calcul de l'impôt sur le revenu, 1 qui souhaite sa suppression et 1 qui souhaite qu'elle ne soit pas appliquée aux retraites).

Cette contribution revient régulièrement dans les discussions. Les participants rejoignent le point ci-dessous sur la suppression des privilèges des parlementaires en demandant à ce qu'elle leur soit appliquée.

### **Maintien d'activité en milieu rural (15)**

Dont développer les points de regroupement de services publics et de services privés aux populations en milieu rural (6). Favoriser l'implantation d'activité économique en zone rurale (6). Développer les petits commerces en milieu rural (1). Cesser de fermer les écoles rurales. Travailler à l'utilisation des locaux pour les habitants hors temps scolaire (2).

Ces propositions vont dans le sens d'une diminution des temps et des coûts de transport entre domicile-travail et domicile-services. Ces distances impactent particulièrement les foyers modestes qui s'éloignent des centres-villes pour trouver des logements moins chers. Plutôt que de financer artificiellement les dépenses de carburant et les voitures, les participants proposent de travailler sur la durée au développement d'activités économiques et de services en milieu rural.

### **Diminuer le nombre de sénateurs (13** dont 3 qui souhaitent totalement le supprimer)

A cela s'ajoutent les 4 personnes qui souhaitent diminuer le nombre d'élus sans précision particulière. Ce point rejoint la volonté de transparence dans la dépense publique et de mesure des services apportés aux français. L'utilité du sénat et la pertinence d'avoir des sénateurs rattachés à un territoire sont mal perçus.

**Réduire les avantages des anciens présidents de la République (9** dont 2 qui souhaitent totalement les supprimer). Ce point fait échos à la volonté d'exemplarité des français qui souhaitent voir concrètement que les efforts qu'on leur demande sont partagés.

**Plus de transparence sur la dépense publique. Plus de pédagogie vers les français sur le sujet (9** dont 2 qui souhaitent des rapports d'étape sur l'utilisation de l'argent public et un qui souhaite un zoom sur les dépenses environnementales.)

Les participants se sont montrés particulièrement intéressés par le tableau de répartition des dépenses des sommes collectées par l'Etat Français. Ils souhaitent que l'exercice soit répété de manière explicite et intelligible et ce, à intervalle régulier.

### **Aider les petites entreprises pour relancer l'économie et créer de la richesse plutôt que de chercher à baisser les dépenses de l'Etat. (8)**

Ce point peut se combiner avec ceux qui concernent le développement d'activité économique en milieu rural (6) et le maintien de commerces en milieu rural (1).

L'idée est essentiellement que la création de richesse et d'emploi, vient des entreprises et que les participants privilégient le soutien aux entreprises pour initier un courant durable de développement plutôt que le déblocage d'aides qui viendront aider de manière artificielle et superficielle.

**Faire un point précis sur le nombre d'agences nationales, de hauts commissariats divers avec les couts de fonctionnement associés, les missions et leurs activités respectives. Supprimer les doublons avec les administrations et ce qui n'est plus indispensable. (5)**

Les participants évoquent une opacité dans les différentes instances créées en parallèle des ministères existants. Les agences nationales s'ajoutant les unes aux autres en fonction des besoins et de l'actualité sans que la question de leur nécessité et de leur coût soit posée régulièrement. Les participants souhaitent un point précis coût (dont cout de fonctionnement)/utilité au moins tous les deux ans.

En plus de ces propositions, le Mouvement Radical Somme et Les Centristes Somme proposent de retenir deux propositions originales :

- Une instance chargée d'évaluer la bonne utilisation des budgets publics alloués aux différents projets. *(Exemple d'une personne dont le poste d'auxiliaire pédagogique est financé par l'Etat pour un mi-temps dans un établissement scolaire d'Amiens. Elle est en poste. Elle est présente dans l'Etablissement. Personne ne fait appel à ses services. Elle n'est pas intégrée par l'équipe pédagogique. Le budget a été voté Il ne sert à rien.)*
- Un tirage au sort national pour 100 personnes par an pour un séjour à l'étranger de plusieurs semaines. *(L'objectif serait de permettre à ces personnes de s'ouvrir à d'autres cultures, de s'enrichir intellectuellement et de ramener une nouvelle intelligence de situation à leur retour en France. Chaque français ayant une chance d'être tiré au sort, le projet pourrait générer un certain enthousiasme parmi les français. Les désignés pourraient être suivis pendant leur aventure à l'étranger et lors de leur retour en France.)*

Détail des propositions

Propositions	Cotations
<u>Grands principes</u>	
Initier une pédagogie/communication pour sortir les français de la société de consommation et les pièges du surendettement. Leur apprendre à mieux consommer.	4
<b>Aider les petites entreprises pour relancer l'économie et créer de la richesse plutôt que de chercher à baisser les dépenses de l'Etat.</b>	8
Réduire la dette publique	2
Respecter la constitution et proposer des budgets en équilibre	1
Relancer le commerce international en boostant les rapports avec les autres pays francophones	1
<u>Gouvernance et dépenses de fonctionnement</u>	
Diminuer le nombre d'élus	4
Maintenir le nombre de députés	
Diminuer le nombre de députés	1
<b>Supprimer le sénat</b>	3
<b>Diminuer le nombre de sénateurs</b>	10
<b>Réduire les avantages des anciens présidents de la République</b>	7
<b>Supprimer les avantages des anciens Présidents</b>	2
Réduire les avantages des Hauts Fonctionnaires	1
Plafonner les salaires des Fonctionnaires	3
<b>Faire un point précis sur le nombre d'agences nationales, de hauts commissariats divers avec les couts de fonctionnement associés, les missions et leurs activités respectives. Supprimer les doublons avec les administrations et ce qui n'est plus indispensable.</b>	5
Supprimer les fonctionnaires non régaliens	1
Décloisonner les administrations et mutualiser ce qui peut l etre	1

Propositions	Cotations
Vérifier l'application et l'efficacité des dépenses dans les services publics avant de décider des baisses éventuelles	1
<u>Dépenses publiques</u>	
<b>Plus de transparence sur la dépense publique. Plus de pédagogie vers les français sur le sujet</b>	6
Développer une pédagogie sur les dépenses pour l'Environnement	1
<b>Faire des rapports d'étape sur l'utilisation de l'argent public.</b>	2
Faire un point sur l'utilisation des taxes locales (département et communes).	
Communiquer sur l'évolution des dépenses publiques (ce qui baisse, ce qui augmente...) tous les 5 ans.	
Mettre en place des «chasseurs de couts» dans les administrations	2
<u>Fiscalité</u>	
<b>Appliquer la CSG à tout le monde y compris les parlementaires</b>	7
Déduire le montant de la CSG de la base de calcul de l'impôt sur le revenu. (Pas d'accord pour payer un impôt sur les sommes que l'on a pas touchées)	2
<b>Supprimer la CSG sur la tranche des 2000 premiers euros</b>	5
Supprimer la CSG	1
Supprimer la CSG sur les retraites	1
Supprimer l'ISF	2
Faire payer l'impôt sur les revenus à tout le monde	1
<u>Quel poste de dépense publique augmenter en priorité?</u>	
<b>Dépenser plus dans l'Education en développant le lien avec les entreprises et le marché de travail.</b>	8
<b>Développer l'éducation en alternance en lien avec les entreprises</b>	2
<b>Développer l'éducation et la culture</b>	6

Propositions	Cotations
<b>Augmenter les dépenses sur la recherche</b>	5
Augmenter les budgets des grandes école	1
Revoir l'accès à Parcoursup	
Améliorer l'inclusion du handicap à l'école.	3
Améliorer la condition des AVS	
Travailler à la baisse du cout du logement	2
Revaloriser les APL et passer le plafond à 2000 €	2
<b>Favoriser l'implantation d'activité économique en zone rurale</b>	6
Développer les petits commerces en milieu rural	1
<b>Développer les points de regroupement de services publics et de services privés aux populations en milieu rural</b>	6
Cesser de fermer les écoles rurales. Travailler à l'utilisation des locaux pour les habitants hors temps scolaire.	2
Développer les cantines intergénérationnelles	
Tirer au sort 1000 personnes par an pour un séjour d'un mois à l'étranger. Découvrir d'autres cultures. S'ouvrir.	1
Augmenter le budget de la justice	1
<u>Sur quels postes faire des économies ?</u>	
Faire des regroupements de communes	3
Mettre en place des contreparties (services civiques ) au RSA ou allocation chômage	
Vérifier la mise en place des mesures d'accompagnement dans les établissements	
Perfectionner le fonctionnement de la CAF et de Pole Emploi (notamment lorsqu'ils réclament des trop perçus aux bénéficiaires à cause de leurs erreurs de calcul)	1